

ÉTUDE HAVAS HORIZONS  
**FINANCER LA CROISSANCE  
AFRICAINNE À L'HORIZON 2020 :  
PERCEPTION DES INVESTISSEURS  
INTERNATIONAUX**

FOCUS ÉNERGIE  
AOÛT 2016

**HAVAS**  
WORLDWIDE  

---

PARIS



## SOMMAIRE

### P. 2 **LES INVESTISSEURS ET L'AFRIQUE : MALGRÉ DES DIFFICULTÉS PASSAGÈRES, UN OPTIMISME DURABLE SUR LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DU CONTINENT**

- Une tendance positive de long terme
- Une volonté confirmée de maintenir ou renforcer les investissements immédiats

### P. 4 **DES PAYS PROMETTEURS ET DES SECTEURS PHARES**

- Pays valorisés par nos investisseurs pour la période 2016-2020 : Éthiopie, Nigeria, Maroc, Ghana, Sénégal
- Les secteurs clés les plus porteurs pour la période 2016-2020 : les énergies et les services financiers largement en tête; la grande distribution et le BTP en léger retrait

### P. 7 **FOCUS ÉNERGIE**

- Pourquoi l'énergie?
- L'énergie : un secteur en développement qui attire et retient l'investissement
- L'énergie, un moteur nécessaire au développement économique de l'Afrique
- Les principaux freins à l'investissement dans le secteur des énergies
- L'énergie solaire et le gaz/pétrole : les deux solutions énergétiques prometteuses d'ici à 2020
- Les résultats de la COP21 : un signal positif
- La transition énergétique : un enjeu majeur pour le développement économique de l'Afrique
- Le Nigeria, la Côte d'Ivoire, le Kenya, le Maroc et l'Afrique du Sud : des acteurs prometteurs dans le secteur des énergies pour la période 2016-2020

### P. 13 **CONCLUSION**

### P. 14 **ANNEXES**

- Réalisation de l'étude
- Critères de sélection
- Institutions participantes
- Déroulé et résultats du questionnaire
- Autres sources



## **LA DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE, UNE RÉPONSE DURABLE EN FAVEUR DE LA CROISSANCE**

Dans un contexte de décélération de la croissance mondiale, sur fond de chute des cours du pétrole, de baisse de la demande chinoise et de ralentissement de l'économie américaine, les économies africaines voient leur rythme de croissance légèrement ralentir. Selon les estimations de la Banque mondiale, le taux de croissance moyen pour l'année 2016 devrait se situer autour de 2,5%, et devrait se stabiliser autour des 4% en 2020, selon un rapport récent de l'ICAEW<sup>(1)</sup>.

Cette croissance s'explique principalement par la hausse continue de la consommation privée, mais également par l'augmentation des investissements dans de nombreux secteurs particulièrement porteurs, comme l'énergie, l'agriculture, ou encore les services.

La nécessité de changer de modèle de développement, et ainsi d'accélérer la diversification de leurs économies, est devenue un enjeu majeur pour les pays africains. L'essor de l'agriculture, le déploiement des réseaux électriques, l'accélération de l'industrialisation sont autant de facteurs d'une croissance toujours mieux maîtrisée. L'Agenda 2063 de l'Union africaine illustre bien cette volonté de construire une « Afrique prospère fondée sur une croissance inclusive et un développement durable ».

De nombreux pays du continent ont accéléré la diversification de leur économie et bénéficient aujourd'hui des fruits de cette stratégie. Cette réussite s'appuie notamment sur de nombreux investissements effectués dans des projets d'infrastructures ambitieux, dans la sécurisation de la production énergétique, ainsi que dans la transformation des services financiers. Dans ce contexte, on assiste à l'émergence progressive d'un marché véritablement panafricain qui permet l'apparition d'un tissu d'entreprises locales connaissant parfaitement leur environnement et qui renforcent leur capacité de développement chaque jour davantage. L'éclosion récente du continent sur la scène économique mondiale est aujourd'hui considérée comme une chance. En effet, celle-ci devrait permettre à l'Afrique de s'inspirer des modèles de croissance ayant déjà fait leurs preuves ailleurs et d'éviter les écueils auxquels ont dû faire face de nombreux pays émergents ayant connu des situations économiques équivalentes.

La diversification des modèles énergétiques commence déjà à faire ses preuves partout dans le monde et pourrait bien être la clé d'une réussite étendue à l'ensemble du continent africain. Dans le sillage de la COP21 et dans la perspective d'une COP22 organisée en novembre 2016 sur le continent africain, Havas Horizons a ainsi souhaité mettre le secteur énergétique à l'honneur, au cœur de son étude de perception sur la période 2016-2020.

(1) ICAEW (Institute of Chartered Accountants in England and Wales) : *Economic Insight, Africa*, 2016

# LES INVESTISSEURS ET L'AFRIQUE : MALGRÉ DES DIFFICULTÉS PASSAGÈRES, UN OPTIMISME DURABLE SUR LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DU CONTINENT

## UNE TENDANCE POSITIVE DE LONG TERME

- 75 % des sondés sont optimistes sur les perspectives économiques du continent en 2016.
- 91 % des sondés sont optimistes sur les perspectives économiques du continent en 2020.



« Nous sommes très positifs sur le moyen et le long terme, même si nous devons surmonter le choc des matières premières. »

L'Afrique dans son ensemble continue d'attirer toujours plus d'investisseurs et d'investissements. Le continent est aujourd'hui considéré comme l'une des régions les plus attractives et bénéficiant d'un potentiel élevé avec des perspectives importantes.

Cet optimisme unanimement partagé s'explique aisément. La structuration de zones de libre-échange et le développement des relations commerciales intra-africaines permettent de renforcer l'attractivité de ces nouveaux marchés et d'explorer de nouveaux circuits de distribution. Le climat des affaires s'est également amélioré et permet d'envisager une croissance élevée sur le long terme.

L'étude révèle cependant que cet optimisme est légèrement atténué à court terme. On peut l'expliquer par plusieurs facteurs. L'exposition de nombreuses économies africaines à la fluctuation des cours des matières premières est une cause majeure d'instabilité. Parallèlement, les situations politiques et institutionnelles complexes rencontrées dans de nombreux pays, couplées à la multiplication des zones touchées par des risques d'ordre sécuritaire ou sanitaire représentent un frein pour les investisseurs internationaux. L'épidémie d'Ebola a, par exemple, provoqué des souffrances humaines et des pertes financières importantes dans les zones les plus affectées, en Afrique de l'Ouest notamment. Le continent doit également faire face à

l'augmentation des actes terroristes, à l'activisme des milices armées, ainsi qu'à la recrudescence de la piraterie. Les économies africaines sont aussi particulièrement vulnérables au changement climatique, dont les conséquences ont un impact direct sur la capacité de développement des pays les plus touchés (sont particulièrement exposés au changement climatique la Guinée-Bissau, la Sierra Leone, le Nigeria et la RDC, d'après le cabinet Verisk Maplecroft<sup>(2)</sup>).

La précédente étude montrait qu'ils étaient 100 % des sondés à être optimistes à court et moyen termes.

## UNE VOLONTÉ CONFIRMÉE DE MAINTENIR OU RENFORCER LES INVESTISSEMENTS IMMÉDIATS

- Une large majorité (63 %) des sondés envisage de renforcer ses positions en Afrique en 2016.
- Un tiers des sondés (30 %) pense maintenir ses investissements sur le continent à l'horizon 2020.



« Toutes les conditions sont réunies pour une forte croissance de l'Afrique, et nous sommes prêts à y jouer un rôle important. »

Les investisseurs interrogés confirment très majoritairement leur volonté de maintenir, voire de renforcer, le niveau de leurs investissements pour les prochaines années.

Les transitions politiques maîtrisées (Ghana, Éthiopie, Bénin, pour citer les plus remarquables), associées à la consolidation économique de nombreux pays (Ghana, Rwanda, Éthiopie, Côte d'Ivoire, la liste n'étant pas exhaustive), rassurent très certainement les investisseurs internationaux sur la capacité de l'Afrique à se transformer en profondeur. Une tendance positive renforcée par l'apparition d'organisations régionales et continentales ayant pour objectifs d'établir un environnement juridique et réglementaire harmonisé, comme le montre par exemple l'initiative panafricaine de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA), permettant aux investisseurs de bénéficier de règles communes et prévisibles dans l'ensemble des 17 législations participant à l'initiative<sup>(3)</sup>.

La précédente étude montrait qu'ils étaient 86 % des sondés à envisager de renforcer leurs positions en 2015. Les prévisions de moyen et long terme des investisseurs restent donc optimistes, mais plus affectées par la baisse du prix des matières premières.

(2) Verisk Maplecroft, *Climate Change Vulnerability Index*, octobre 2014.

(3) Les États membres de l'OHADA sont à ce jour les suivants : le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, les Comores, le Congo, la Côte d'Ivoire, le Gabon, la Guinée, la Guinée-Bissau, la Guinée équatoriale, le Mali, le Niger, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, le Sénégal, le Tchad et le Togo.

# DES PAYS PROMETTEURS ET DES SECTEURS PHARES

## PAYS VALORISÉS PAR NOS INVESTISSEURS POUR LA PÉRIODE 2016-2020 : ÉTHIOPIE, NIGERIA, MAROC, GHANA, SÉNÉGAL

« Il est délicat de citer cinq pays qui se démarqueraient des autres. Notre pipeline actuel de projets ouvre des opportunités d'investissement dans de nombreux pays africains. »

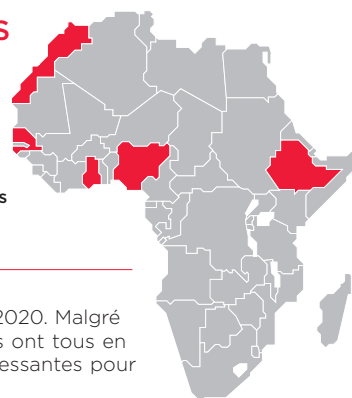
Cinq pays se distinguent notamment pour la période 2016-2020. Malgré leurs profils, tailles et états de développement variables, ils ont tous en commun de présenter des perspectives économiques intéressantes pour nos investisseurs.

### Pays prometteurs pour nos investisseurs

Citée par 52% de nos investisseurs, l'Éthiopie est clairement plébiscitée. Avec une croissance moyenne de 8% sur les dix dernières années, une amélioration constante de sa compétitivité, une population de plus de 90 millions d'habitants – qui en fait la deuxième puissance démographique du continent – et une politique d'industrialisation ambitieuse, le pays souhaite devenir l'un des moteurs de la croissance continentale, avec pour ambition de se positionner comme un pôle industriel d'envergure mondiale.

Le Nigeria, première économie du continent en 2016, traverse une crise importante liée à la baisse du prix du baril de pétrole et à sa forte dépendance vis-à-vis des importations, qui tendent à déséquilibrer sa balance commerciale. Néanmoins, le pays peut toujours compter sur la force de son marché intérieur de 175 millions d'habitants, ainsi que sur la multiplication des projets d'infrastructures qui ont vocation à réduire sa dépendance au pétrole.

Le Maroc, également plébiscité par nos investisseurs, a connu en 2015 une croissance de 4,5%. Le pays a su préserver son attractivité touristique dans un contexte régional tendu et a, par ailleurs, bénéficié de la chute du cours des matières premières, grâce notamment à une économie mature portée par une industrie manufacturière tournée vers l'exportation, et la multiplication de ses partenaires commerciaux hors Union européenne. Sa stratégie ambitieuse en matière de développement durable et le rôle que le pays est amené à jouer en 2016, avec l'organisation de la COP22, ne pouvaient sans doute pas laisser nos sondés insensibles.



Plus étonnant peut-être, le cas du Ghana, qui bénéficie sans doute, pour sa part, de la stabilisation de sa situation politique et du lancement de grands projets régionaux qui offrent des perspectives de long terme à un pays qui s'est notamment fixé comme objectif de devenir une interface commerciale entre la Côte d'Ivoire et le Nigeria.

Le Sénégal, enfin, cité par nos investisseurs, bénéficie certainement des effets favorables de la transformation progressive de son économie, après plusieurs années de croissance faible. Le développement des secteurs financier, des télécommunications et des nouvelles technologies renforce la diversification d'une économie jusque-là tournée principalement vers l'agro-alimentaire et le tourisme.

En 2015, les pays cités étaient le Nigeria, le Kenya, la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie et le Mozambique. Bien que la Côte d'Ivoire ait disparu du peloton de tête, elle reste malgré tout séduisante pour les investisseurs francophones. Concernant le Kenya et le Mozambique, l'instabilité politique du premier et l'accroissement rapide de la dette du second ont dû décourager les investisseurs, ce qui expliquerait la sortie du top cinq de ces deux pays.

## LES SECTEURS CLÉS LES PLUS PORTEURS POUR LA PÉRIODE 2016-2020 : LES ÉNERGIES ET LES SERVICES FINANCIERS LARGEMENT EN TÊTE; LA GRANDE DISTRIBUTION ET LE BTP EN LÉGER RETRAIT

- Les investisseurs sondés estiment que le secteur des énergies est parmi les plus prometteurs du continent africain : 38% des répondants le classent à la première place;
- le secteur des services financiers arrive en deuxième position avec 18% des voix;
- pour 11% et 7% des sondés, les secteurs du transport et de l'agriculture arrivent quant à eux respectivement en troisième et quatrième positions;
- 6% de nos investisseurs classent enfin les secteurs de l'industrie, de la santé et des télécoms en avant-dernière position;
- le BTP et la grande distribution arrivent en dernière position avec seulement 4% des voix chacun.

ÉNERGIES	38%
SERVICES FINANCIERS	18%
TRANSPORT	11%
AGRICULTURE	7%
INDUSTRIE	6%
SANTÉ	6%
TÉLÉCOM	6%
GRANDE DISTRIBUTION	4%
BTP/CONSTRUCTION	4%

Les deux secteurs jugés les plus porteurs par les investisseurs internationaux sur la période considérée sont le secteur des services financiers et celui de l'énergie.

Le secteur financier se développe en effet rapidement, porté par les principales places financières africaines, parmi lesquelles figurent Johannesburg, Lagos, Casablanca ou Le Caire.

Le secteur énergétique, sur lequel repose l'ensemble des enjeux de développement économique, suscite un très grand intérêt des investisseurs. L'augmentation croissante de la demande, couplée au potentiel avéré de production d'énergies renouvelables, laisse en effet présager qu'un modèle de production autonome et durable est envisageable.

Le secteur des transports, pour sa part, est directement dépendant du développement d'infrastructures routières, ferroviaires et portuaires qui émergent progressivement. Le secteur agricole, premier pourvoyeur d'emplois, suscite l'attention des investisseurs en raison de son importance stratégique. L'Uneca (Commission économique de l'ONU pour l'Afrique) estime que les pays africains dépensent près de 30 milliards de dollars par an pour importer des produits alimentaires transformés, alors même que le processus de transformation, fortement pourvoyeur d'emplois, permettrait de favoriser le développement d'une industrie agroalimentaire locale. Les secteurs de la construction, de la grande distribution et des télécommunications sont quant à eux particulièrement tributaires de la vitalité du pouvoir d'achat des classes moyennes. De 2014 à 2015, la croissance de la consommation privée est passée de 1,6% à 2,7%, et préfigure un potentiel de développement conséquent pour ces secteurs à moyen terme.

En 2015, le classement ne plaçait les énergies qu'à la quatrième place, les services financiers en première position et le BTP en deuxième. **Le secteur des énergies s'est donc hissé au premier rang en un an, preuve que les investisseurs estiment le continent africain suffisamment mûr pour le faire décoller. C'est l'enseignement principal de l'étude 2016.**

## FOCUS ÉNERGIE

### POURQUOI L'ÉNERGIE ?

Plus des deux tiers de la population d'Afrique subsaharienne n'a pas accès à l'électricité. Selon l'Irena (Agence internationale de l'énergie renouvelable), la demande nette en électricité sur le continent africain devrait tripler entre 2010 et 2030. L'électrification du continent est un enjeu stratégique et représente plusieurs milliards d'euros d'investissements sur les prochaines décennies. Les ressources fossiles comme les ressources en énergies renouvelables disponibles sur le continent sont particulièrement importantes, et en mesure de lui assurer son autonomie énergétique. Ces ressources offrent aux pays africains les moyens de leur ambition à condition qu'ils soient accompagnés dans cette transition par des investisseurs confiants dans leur capacité à répondre pleinement à ces enjeux d'avenir.

### L'ÉNERGIE : UN SECTEUR EN DÉVELOPPEMENT QUI ATTIRE ET RETIENT L'INVESTISSEMENT

- ▶ 41% des sondés ont investi ou accompagné un investissement dans le secteur des énergies en Afrique en 2015.
- ▶ 47% des sondés ayant investi ou accompagné un investissement en 2015 souhaitent le maintenir pour 2016, voire le renforcer en 2016 et dans les années à venir.

Longtemps considéré comme risqué, l'investissement dans les projets énergétiques semble représenter aujourd'hui un potentiel de retour sur investissement très significatif. En effet, l'urbanisation comme l'industrialisation s'accélèrent, et l'émergence d'une classe moyenne aux besoins croissants nécessite l'installation d'équipements répondant à ces nouvelles demandes. L'alimentation des villes africaines est désormais une priorité des politiques publiques, et s'inscrit dans cette volonté nouvelle de réussir le pari économique d'une transition énergétique bénéficiant au plus grand nombre. L'électrification des zones rurales se trouve également au cœur des plans de développement. Elle généralise l'accès de chacun aux services et produits de consommation modernes, et favorise le développement d'une agriculture mécanisée qui augmente les rendements.

## L'ÉNERGIE, UN MOTEUR NÉCESSAIRE AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE

- Une majorité des sondés (67%) considèrent que le secteur de l'énergie est un moteur pour le développement économique de l'Afrique.
- 29% seulement le citent comme étant un frein.
- 4% semblent partagés et pensent qu'il s'agit à la fois d'un moteur et d'un frein.



« L'énergie est un moteur puissant. Grâce à des sources d'énergie moins coûteuses, les industries peuvent prospérer davantage. Leur production ne peut qu'en être plus efficace, et ce bénéfice peut également profiter aux consommateurs à travers des produits moins chers. De plus, les économies ainsi faites par les industries peuvent favoriser l'embauche. »

## LES PRINCIPAUX FREINS À L'INVESTISSEMENT DANS LE SECTEUR DES ÉNERGIES

- Plus de la moitié des sondés (55%) considèrent que les risques juridiques et liés à la gouvernance sont le principal frein à l'investissement dans le secteur des énergies en Afrique aujourd'hui.
- 27% citent le déficit d'infrastructures comme le deuxième frein principal.
- 10% pensent que le non-respect des normes constitue un frein à l'investissement.
- Le manque de solvabilité n'est mentionné que par 8% des répondants.

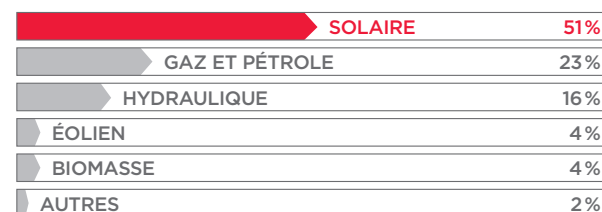
Les risques juridiques et liés à la gouvernance sont considérés par plus de la moitié des sondés comme un obstacle à l'investissement.

Le règlement des litiges ainsi que la difficulté des investisseurs à faire valoir leurs droits sur le continent représentent en effet un frein notable en raison du risque qu'ils font porter sur les projets d'investissement. Néanmoins, conscients de l'importance de cette problématique, les gouvernements locaux instaurent des politiques de coopération économique et d'harmonisation juridique et réglementaire en vue de limiter les risques pour rassurer les investisseurs sur la capacité des pays africains à sécuriser les transactions. Cela se matérialise par la mise en place de réglementations lisibles et cohérentes dans les domaines de la fiscalité, de l'épargne ou des incitations à l'investissement. L'OHADA est le symbole de cette volonté de fédérer

l'ensemble des forces du continent en vue d'encourager l'investissement à une échelle panafricaine. En outre, les grands projets d'infrastructures qui se multiplient sur le continent, comme l'autoroute Trans-maghrébine, la boucle ferroviaire ouest-africaine, ou le système d'échanges d'énergie électrique ouest-africain (EEEOA) sont autant d'exemples qui suscitent l'optimisme quant à la modernisation des infrastructures dans un avenir proche et témoignent d'une volonté de se fédérer et de s'organiser autour de projets communs structurants.

## L'ÉNERGIE SOLAIRE ET LE GAZ/PÉTROLE : LES DEUX SOLUTIONS ÉNERGÉTIQUES PROMETTEUSES D'ICI À 2020

- L'énergie solaire est prisée par 51% des sondés.
- 23% des investisseurs citent le gaz et le pétrole en seconde position.
- 16% des voix mettent l'hydraulique en troisième position.



Aujourd'hui, et sans doute en raison du potentiel d'ensoleillement de nombreux pays africains, l'investissement dans les projets d'énergie solaire a la faveur des investisseurs et devance largement les projets gaziers et pétroliers dans leurs stratégies de déploiement. L'avènement d'un comportement d'investissement dans le « durable » est notable, avec un intérêt accru pour l'hydraulique, l'éolien et la biomasse comme alternatives viables au modèle actuel, principalement axé sur le thermique.

L'Afrique s'inscrit ainsi dans une tendance globale de développement des énergies renouvelables au détriment des énergies fossiles, qui, bien que facilement accessibles, instaurent une dépendance vis-à-vis de la fluctuation de leur cours sur les marchés internationaux et participent au réchauffement climatique, qui impacte particulièrement le continent.

Le continent semble s'engager résolument sur le chemin d'un développement maîtrisé et sur le point d'inventer son propre modèle énergétique.

## LES RÉSULTATS DE LA COP21 : UN SIGNAL POSITIF

- 38 % des sondés pensent que les résultats de la COP21 auront un impact sur leurs prochains investissements en Afrique.
- 50 % des sondés sont plus sceptiques.

NON	50 %
OUI	38 %
INCERTAIN	8 %
MARGINALEMENT	4 %

La COP21 a surtout eu pour effet de confirmer les analyses des investisseurs. L'effectivité de son impact sur les comportements se traduira sans doute dans les faits au moment de la mise en œuvre concrète de dispositifs d'incitation à l'investissement dans les énergies renouvelables à une échelle internationale. Toutefois, les États africains font preuve d'un intérêt grandissant pour cette problématique, comme en témoigne leur implication massive dans la conclusion d'un accord lors de la COP21 à Paris. La perspective d'une COP22 africaine, puisqu'accueillie en 2016 par le Maroc, devrait encore renforcer cette tendance.

« Les résultats de la COP21 n'auront pas d'effet direct sur nos choix d'investissement. Néanmoins, nous interprétons les résultats de la COP21 comme un signal positif. Lorsque nous étudions un projet énergétique, nous nous renseignons évidemment sur les stratégies générales des États dans le domaine de l'énergie. »

## LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE : UN ENJEU MAJEUR POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE

- 56 % des sondés pensent que le développement énergétique peut permettre à l'Afrique d'innover quant à son modèle de production des énergies nouvelles et donc de devenir une référence mondiale.
- 38 % des sondés pensent qu'il s'agit d'une hypothèse envisageable.

La majorité des sondés estime que le développement énergétique constitue une opportunité pour l'Afrique d'inventer un modèle propre, qui lui permettrait d'accélérer sa transition énergétique.

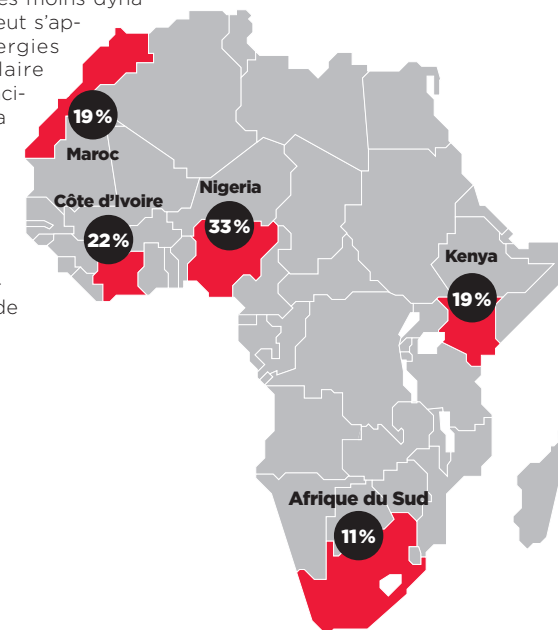
Au vu de son potentiel en matière de production hydraulique, éolien et géothermique, et surtout de son taux d'ensoleillement, l'Afrique est en effet en mesure de proposer un nouveau modèle de production énergétique. Elle bénéficie aussi de la possibilité d'éviter de passer par une transition énergétique coûteuse en disposant d'ores et déjà de l'accès aux technologies les plus récentes. À ces avantages s'ajoutent la rapidité avec laquelle le déploiement des éner-

gies renouvelables est possible, la création de nombreux emplois liés à l'exploitation des infrastructures, et la possibilité d'électrifier des zones reculées ne pouvant être raccordées aux réseaux principaux.

## LE NIGERIA, LA CÔTE D'IVOIRE, LE KENYA, LE MAROC ET L'AFRIQUE DU SUD : DES ACTEURS PROMETTEURS DANS LE SECTEUR DES ÉNERGIES POUR LA PÉRIODE 2016-2020

- 33 % de nos investisseurs citent le Nigeria en première position.
- 22 % placent la Côte d'Ivoire en deuxième position.
- 19 % chacun pour le Maroc et le Kenya en troisième position.
- L'Afrique du Sud, elle, occupe la quatrième position avec 11 % des voix.

Les pays qui conjuguent une forte croissance démographique à des perspectives économiques prometteuses sont en tête de ce classement. En effet, l'augmentation croissante de la consommation privée couplée au développement d'activités industrielles fortement consommatrices d'énergie placent le Nigeria, la Côte d'Ivoire et le Kenya comme les acteurs prometteurs dans le secteur de l'énergie, et ce en dépit de facteurs d'instabilité locaux dont l'impact aurait été majoré dans le cadre d'économies moins dynamiques. Le Maroc, quant à lui, peut s'appuyer sur un potentiel d'énergies renouvelables important (solaire notamment) et a de bonnes capacités de financement. On note la présence dans ce classement d'un nombre important de pays d'Afrique de l'Ouest, zone qui connaît la croissance démographique la plus importante du continent, et qui devrait compter 500 millions d'habitants à l'horizon 2030 selon les estimations de l'OCDE.





Avec le soutien d'investisseurs chaque jour plus confiants dans sa capacité à relever les nombreux défis de son développement économique, l'Afrique s'attelle à structurer ses propres modèles de croissance.

Cet optimisme des investisseurs, qui les incite à vouloir maintenir, voire à renforcer leur présence dans les prochaines années, s'explique par un potentiel démographique et l'émergence de classes moyennes de plus en plus aisées jouant le rôle de soutien et de moteur à la modernisation. Ces nouvelles classes exigeantes sont appelées à grandir et à définir un nouveau mode de vie. La demande pour les investissements de long terme ne cesse de croître.

La modernisation du droit des affaires, une meilleure réactivité face aux crises et déstabilisations militaires et aux risques sanitaires, la prise de conscience progressive qu'une bonne gouvernance permet de gagner la confiance des investisseurs sont autant d'initiatives qui soutiennent cette tendance.

L'accent mis sur la diversification de la production énergétique, la poussée vers les énergies renouvelables, et la tenue plus que symbolique d'une COP22 sur le continent en novembre 2016 illustrent bien cette Afrique dotée d'une vision énergétique de long terme. En s'appuyant sur les nombreux atouts dont il dispose, le continent a aujourd'hui la possibilité de déployer tout son potentiel de manière responsable, durable et partagée.



# ANNEXES

## I. RÉALISATION DE L'ÉTUDE

Cette étude, conduite par Havas Worldwide Paris et l'Institut Choiseul, s'est articulée autour de cinq étapes :

- définition de la méthodologie et des objectifs;
- conception et rédaction du questionnaire;
- identification et consultation des institutions et de leurs représentants;
- collecte et analyse des résultats;
- réalisation et restitution de l'étude finalisée.

L'enquête a été conduite entre le 14 janvier et le 29 février 2016 par le biais d'un questionnaire accessible via la plateforme SurveyMonkey.

Les résultats ont été rendus anonymes.

## II. CRITÈRES DE SÉLECTION

Seuls les représentants des institutions répondant à certaines conditions ont été retenus :

- être une institution bancaire ou financière internationale;
- exercer une activité en Afrique;
- contribuer activement au développement économique de l'Afrique;
- exprimer une connaissance manifeste des enjeux du continent africains.

## III. INSTITUTIONS PARTICIPANTES

- 55 investisseurs internationaux (analystes seniors, directeurs financiers, directeurs Afrique, présidents de groupe) représentants des institutions bancaires et financières internationales ont participé à cette étude.

ADENIA PARTNERS, AFRASIA BANK, AFRICAN EXPORT-IMPORT BANK, ARDIAN, ATTIJARIWABA BANK, BANK OF AMERICA, BANQUE ATLANTIQUE (ATLANTIC BUSINESS INTERNATIONAL), BGFIBANK, BICICI (BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE DE LA CÔTE D'IVOIRE), BNP PARIBAS, BUSINESS PARTNERS INTERNATIONAL, CAPMEZZANINE (CDG CAPITAL), CAURIS MANAGEMENT, CENTUM INVESTMENT COMPANY, DENHAM CAPITAL, DEX CAPITAL, DOB EQUITY, ECOBANK, EDMOND DE ROTHSCHILD, EMERGING CAPITAL PARTNERS (ECP PRIVATE EQUITY), EQUITY BANK, EURAZEO CAPITAL, EUROMENA II (CAPITAL TRUST GROUP), FISEA (PROPARCO/AFD), FUSION CAPITAL, GOLDEN PALM INVESTMENT, GOLDMAN SACHS, HSBC, IETP (INVESTISSEURS ET PARTENAIRES) AFRICA INFRASTRUCTURE, INFRAMED, KIXICREDITO, KKR (KOHLBERG KRAVIS

ROBERTS AND CO), KUSUNTU PARTNERS, LAZARD, MERIDIAM, MERRILL LYNCH - BANK OF AMERICA, MESSIER MARIS & ASSOCIÉS, ONE2FIVE ADVISORY, ORAGROUP, PHOENIX CAPITAL MANAGEMENT, PJX 10, PROPARCO, QATAR NATIONAL BANK, ROTHSCHILD & CIE, SG CIB, SOCIÉTÉ GÉNÉRALE CAMEROUN, SOUTH SUEZ CAPITAL, STANDARD BANK DRC, STRAT CONSEIL, SWICORP INTAJ II (SWICORP), THE BEIGE GROUP, THE CARLYLE GROUP, THE MAURITIUS COMMERCIAL BANK, WENDEL, WHITESTONE FINANCE.

Les résultats de cette enquête sont basés sur les réponses de ces investisseurs internationaux.

## IV. DÉROULÉ ET RÉSULTATS DU QUESTIONNAIRE

- **Question 1 :** Êtes-vous toujours optimiste sur les perspectives économiques du continent en 2016 ? 2020 ?

	Oui	Modéré	Non
Pour 2016	40 occurrences – 75 %	3 occurrences – 6 %	10 occurrences – 19 %
Pour 2020	48 occurrences – 91 %	2 occurrences – 4 %	3 occurrences – 5 %

- **Question 2 :** Pensez-vous maintenir/renforcer/diminuer/votre activité/niveau d'investissement en Afrique en 2016 ?

Renforcer	Maintenir	Diminuer	Pas concerné (pas d'activité)
33 réponses – 63 %	16 réponses – 30 %	3 réponses – 5 %	1 réponse – 2 %

- **Question 3 :** Quels sont selon vous les cinq pays africains les plus prometteurs pour investir en 2016 ?

Pays les plus cités	
Éthiopie	27 occurrences – 52 %
Nigeria	23 occurrences – 44 %
Maroc	12 occurrences – 23 %
Ghana	11 occurrences – 21 %
Sénégal	10 occurrences – 19 %
Rwanda	8 occurrences – 15 %
Tanzanie	6 occurrences – 12 %
Égypte	6 occurrences – 12 %
Congo	4 occurrences – 8 %
Côte d'Ivoire	4 occurrences – 8 %
Afrique du Sud	3 occurrences – 6 %
Togo	3 occurrences – 6 %
Botswana	2 occurrences – 4 %

► **Question 4 :** Quels sont selon vous les secteurs les plus porteurs ?

Énergies	20 occurrences – 38 %
Services financiers	10 occurrences – 18 %
Transport	6 occurrences – 11 %
Agriculture	4 occurrences – 7 %
Industrie	3 occurrences – 6 %
Santé	3 occurrences – 6 %
Télécom	3 occurrences – 6 %
Grande distribution	2 occurrences – 4 %
BTP/construction	2 occurrences – 4 %

► **Question 5 :** Avez-vous investi/accompagné un investissement en 2015 en Afrique dans le secteur des énergies ?

Oui	Non
41 %	59 %

► **Question 6 :** Comptez-vous maintenir/renforcer/diminuer votre activité/niveau d'investissement sur le continent, dans le secteur des énergies en 2016 ?

Renforcer	Maintenir	Diminuer
13 occurrences – 29 %	9 réponses – 18 %	11 réponses – 22 %

► **Question 7 :** Quels peuvent être pour vous les freins à un investissement en matière d'énergie en Afrique ?

Les risques	28 réponses – 55 %
Le déficit d'infrastructures	14 réponses – 27 %
Le non-respect des normes	5 réponses – 10 %
Le manque de solvabilité	4 réponses – 8 %

► **Question 8 :** Pensez-vous que l'énergie est un frein ou un moteur dans le développement économique du continent ?

Moteur	Frein	Les deux
32 occurrences – 67 %	14 occurrences – 29 %	2 occurrences – 4 %

► **Question 9 :** Selon vous, sur quels types de projets énergétiques faut-il miser en Afrique en 2016 ? En 2020 ?

Solaire	26 réponses – 51 %
Gaz et pétrole	12 réponses – 23 %
Hydraulique	8 réponses – 16 %
Biomasse	2 réponses – 4 %
Éolien	2 réponses – 4 %
Autres	1 réponse – 2 %

► **Question 10 :** Les résultats de la COP21 vont-ils avoir un impact sur vos investissements énergétiques en Afrique ?

Non ou sceptique	24 occurrences – 50 %
Oui	18 occurrences – 38 %
Incertain/NSP	4 occurrences – 8 %
Marginalement	2 occurrences – 4 %

► **Question 11 :** Pensez-vous que l'Afrique peut se positionner pour devenir un acteur innovant/une référence, et/ou pour proposer un nouveau modèle de production/gestion des énergies nouvelles ?

Pas du tout	Peut-être	Tout à fait
3 réponses – 6 %	19 réponses – 38 %	28 réponses – 56 %

► **Question 12 :** Quels seront les pays africains à fort potentiel dans ce domaine en 2016 ?  
En 2020 ?

Nigeria	15 occurrences – 33%
Côte d'Ivoire	10 occurrences – 22%
Kenya	9 occurrences – 19%
Maroc	9 occurrences – 19%
Afrique du Sud	5 occurrences – 11%
Ghana	3 occurrences – 6%
Sénégal	3 occurrences – 6%
RDC	2 occurrences – 4%
Afrique de l'Est en particulier	1 occurrence
Ceux sans pétrole	1 occurrence
Ceux ayant un faible réseau	1 occurrence
Sahel	1 occurrence

## V. AUTRES SOURCES

- *Global Attitudes survey*, Pew Research Center, printemps 2015.
- United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2014), *Urbanization Prospects : The 2014 Revision, Highlights (ST/ESA/SER.A/352)*.
- Deloitte, *Les grandes tendances 2016 du secteur des technologies, médias et télécommunications (TMT) en Afrique*, 18 février 2016.
- FMI, *Perspectives de l'économie mondiale. Une croissance trop faible depuis trop longtemps*, janvier 2016.
- European Parliamentary Service Research, *Africa's Economic Growth: Taking off or slowing down ?*, janvier 2016.





- Havas est l'un des plus grands groupes mondiaux de communication. Basé à Paris, il est aujourd'hui présent dans plus de 100 pays. Avec un business model unique, Havas est le premier groupe de communication capable d'optimiser la relation des marques avec leurs publics, en mobilisant l'excellence créative, l'expertise digitale et le meilleur des médias. Le Groupe est présent dans tous les secteurs et dans tous les métiers de la communication : le digital, la publicité, l'achat d'espace et la stratégie média, la communication santé, le marketing direct, la communication institutionnelle, l'événementiel, les ressources humaines, le marketing sportif, le marketing musical, les relations publiques.



- L'Institut Choiseul est un think tank indépendant parmi les plus influents dédié à l'analyse des questions économiques et internationales, ainsi qu'aux enjeux liés à la gouvernance économique mondiale. Au service des entreprises, à travers sa filiale de conseil Choiseul Associées, l'institut accompagne étroitement les groupes et les institutions dans leur bonne compréhension des environnements économiques, politiques, institutionnels et réglementaires des pays émergents - avec un focus fort mais non exclusif sur l'Afrique, ainsi que dans la définition de leurs stratégies de développement, d'implantation et d'acquisition dans les régions concernées.

INSTITUT CHOISEUL

16, rue du Pont-Neuf  
75001 Paris, France

[www.choiseul.info](http://www.choiseul.info)



HAVAS WORLDWIDE PARIS

29-30, quai de Dion-Bouton  
92817 Puteaux Cedex, France

[www.havasworldwideparis.com](http://www.havasworldwideparis.com)